



Conseil de sécurité

Distr. générale
4 décembre 2013
Français
Original : espagnol

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#)

Note verbale datée du 3 décembre 2013, adressée au Président du Comité par la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Guatemala présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) et a l'honneur de lui transmettre ci-joint, en référence à sa communication en date du 27 février 2013, le troisième rapport national du Guatemala sur l'application des résolutions [1540 \(2004\)](#) et [1673 \(2006\)](#) (voir annexe I), ainsi que les tableaux en date du 20 août 2013 (voir annexe II).



**Annexe I à la note verbale datée du 3 décembre 2013
adressée au Président du Comité par la Mission permanente
du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Troisième rapport national du Guatemala
sur l'application des résolutions 1540 (2004)
et 1673 (2006) du Conseil de sécurité**

Août 2013

Le présent rapport constitue le troisième rapport national du Guatemala sur l'application des résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006) du Conseil de sécurité.

Paragraphe 1 de la résolution 1540 (2004)

[Le Conseil de sécurité] Décide que tous les États doivent s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs

Conformément à sa législation nationale et dans le strict respect de ses engagements et obligations en matière de sécurité internationale, le Guatemala déclare ne posséder aucune arme de destruction massive et n'aider aucun acteur non étatique ayant l'intention d'utiliser ce type d'armes.

Le Guatemala considère que le respect des règles édictées par le droit international dans ses dispositions concernant la paix internationale est essentiel. C'est pourquoi il a recensé dans ses deux premiers rapports nationaux l'ensemble des instruments relatifs à la sécurité internationale auxquels il est partie, lesquels ont été incorporés à sa législation nationale après avoir été ratifiés par le Congrès de la République.

Les dispositions de l'article 374 du Code Pénal doivent également être mentionnées, lesquelles prévoient des sanctions à l'encontre de tout individu qui fabrique, fournit, acquiert, subtilise ou détient des bombes, des produits explosifs, inflammables, asphyxiants ou toxiques, ou des substances ou matières destinées à la fabrication de tels produits.

Paragraphe 2 de la résolution 1540 (2004)

Décide également que tous les États doivent adopter et appliquer, conformément à leurs procédures internes, une législation appropriée et efficace interdisant à tout acteur non étatique de fabriquer, se procurer, mettre au point, posséder, transporter, transférer ou utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, en particulier à des fins terroristes, et réprimant toutes les tentatives de l'une quelconque de ces activités, le fait d'y participer en tant que complice, et d'y fournir assistance ou de la financer

Le cadre juridique en vigueur au Guatemala érige le terrorisme en infraction pénale^a, comme cela a été exposé dans les rapports antérieurs. De même, il interdit

^a Art. 391 du Code pénal.

aux particuliers l'importation, la fabrication, le port, l'exportation, le stockage, le déstockage et le transport d'armes, ainsi que les services requérant l'emploi des armes^b visées par le présent rapport.

La législation en vigueur qualifie de délits les infractions correspondantes et prévoit des peines et sanctions pour les contrevenants. Ainsi, la loi sur les armes et les munitions prévoit des sanctions pour les auteurs des délits ci-après impliquant l'usage d'armes chimiques, biologiques ou atomiques : importation, fabrication, exportation, transport ou transfert, détention ou dépôt, et port^c.

Depuis 2005, le Guatemala dispose également d'une loi sur la prévention et la répression du financement du terrorisme^d, délit qu'il considère comme un crime contre l'humanité et une violation du droit international. En outre, une initiative interinstitutions a débouché sur un projet de loi sur la lutte contre le terrorisme qui qualifie en délit les infractions impliquant des matières nucléaires, des substances chimiques (armes comprises) ou bactériologiques, notamment le transport de ces produits à des fins illicites mettant en péril la sécurité internationale.

Le Gouvernement guatémalteque dispose d'un avant-projet de loi sur la lutte contre le terrorisme, en date de 2009, élaboré dans le cadre de l'action nationale menée en faveur de la prévention, de la répression et de l'élimination de ce fléau. Cet avant-projet va dans le sens des instruments internationaux existant dans ce domaine et des dispositions découlant des résolutions 1373 (2001) et 1540 (2004) du Conseil de sécurité, qui portent sur le financement du terrorisme et la non-prolifération d'armes de destruction massive, respectivement. Ce texte se trouve actuellement devant le Congrès de la République.

La Police nationale civile, par l'intermédiaire de la Division des enquête et du désamorçage d'armes et d'explosifs, assure pour sa part le maintien en vigueur du plan de lutte contre le terrorisme^e, qui permet de mener à bien des opérations en ce sens. Ce plan est constamment actualisé en fonction de l'évolution des mesures de sécurité en vigueur au niveau national. Dans le domaine de l'antiterrorisme, il assure la coordination interinstitutionnelle nécessaire pour organiser des opérations conjointes destinées à protéger la vie, l'intégrité physique, la sécurité des personnes et des biens ainsi que le libre exercice des droits et libertés, et à préserver l'ordre et la sécurité publics.

Toute tentative de commission d'un acte terroriste constituerait un délit tel que qualifié par le Code pénal en son article 391 et par l'avant-projet de loi sur la lutte contre le terrorisme.

En application du décret n°48-92 (loi sur la lutte contre le trafic de stupéfiants) et du décret n°95-2012, la Commission de lutte contre les dépendances

^b Notamment les armes chimiques, biologiques, atomiques et les armes modifiées ou empoisonnées à l'aide de produits chimiques. Loi sur les armes et les munitions (décret n° 39-89), art. 2 et 81.

^c Loi sur les armes et les munitions, art. 16, 81, 83, 85, 89, 91, 93, 95 et 97C.

^d Décret n° 58-2005. L'article 4 de cette même loi porte sur le délit de financement du terrorisme et l'article 19 sur les sanctions générales.

^e Le plan de lutte contre le terrorisme est un dispositif interne de la Division des enquêtes et du désamorçage d'armes et d'explosifs, élaboré en application de la loi sur la Police nationale civile qui en définit la mission ainsi que de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires.

et le trafic de stupéfiants a approuvé, dans son décret n° 2-2008, la politique nationale de lutte contre les dépendances et le trafic de stupéfiants.

Cette politique est entrée en vigueur en 2009, à la suite de la Stratégie nationale de lutte contre les stupéfiants qui a couvert la période 2004-2008; elle repose sur cinq piliers et 98 mesures stratégiques. Elle adopte une approche globale du problème national que constituent la consommation, le trafic illicite de stupéfiants et les délits connexes, et a pour objet de garantir l'application des décisions correspondantes de la Commission de lutte contre les dépendances et le trafic de stupéfiants ainsi que de son secrétariat exécutif qui en est l'organe coordonnateur, dans le respect des lois, accords et conventions ci-après :

- Loi sur la prévention et la répression du financement du terrorisme (décret 58-2005);
- Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, 1997 (9 septembre 2002);
- Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (incorporée au droit interne par le décret 71-2001);
- Convention interaméricaine contre le terrorisme (décret 57-2005).

L'Observatoire national des stupéfiants est chargé de la mise en œuvre de la mesure n° 14 de la politique nationale de lutte contre les dépendances et le trafic de stupéfiants, qui prévoit la création d'une base de données fournissant des informations statistiques pouvant être communiquées, dans les limites prévues par la loi, et concernant les délits de blanchiment d'argent ou d'autres actifs, de terrorisme et de trafic de stupéfiants; cette base de données doit permettre de répondre aux demandes émanant d'organismes spécialisés nationaux et internationaux.

En outre, à l'initiative de la Commission portuaire nationale et de l'autorité chargée des ports maritimes du pays, diverses institutions ont collaboré à l'élaboration d'un avant-projet de règlement relatif à la manipulation de marchandises dangereuses dans les zones portuaires. Pour appuyer ces mesures, la Commission portuaire a organisé, les 19 et 20 novembre 2012, le cinquième Colloque sur la sécurité globale des ports, afin de sensibiliser aux problèmes posés par la sécurité, la manipulation, le chargement et la destruction de précurseurs chimiques; de former à la protection et à la manipulation de marchandises dangereuses dans les installations portuaires et à leurs incidences; de souligner l'importance des inspections non intrusives qui préservent l'intégrité de la cargaison, et notamment de la protection et de la sécurité des ports en tant qu'éléments fondamentaux de leur productivité et de leur développement.

Paragraphe 3 de la résolution 1540 (2004)

Décide en outre que tous les États doivent prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent :

- a) Arrêter et instituer des mesures appropriées et efficaces leur permettant de suivre la localisation de ces produits et d'en garantir la sécurité pendant leur fabrication, leur utilisation, leur stockage ou leur transport**
- b) Arrêter et instituer des mesures de protection physique appropriées et efficaces**
- c) Arrêter et instituer des activités appropriées et efficaces de contrôle aux frontières et de police afin de détecter, dissuader, prévenir et combattre, y compris, si nécessaire, en faisant appel à la coopération internationale, le trafic et le courtage de ces produits, en accord avec les autorités judiciaires du pays, conformément à sa législation et dans le respect du droit international**
- d) Mettre en place, perfectionner, évaluer et instituer dans le pays des dispositifs appropriés et efficaces de contrôle de l'exportation et du transbordement de ces produits, y compris des lois et règlements appropriés permettant de contrôler leur exportation, leur transit, leur transbordement et leur réexportation et des contrôles portant sur la fourniture de fonds ou de services – financement ou transport, par exemple – se rapportant aux opérations d'exportation ou de transbordement qui contribueraient à la prolifération, et mettre en place des dispositifs de contrôle des utilisateurs finals; instituer et appliquer des sanctions pénales ou civiles appropriées aux infractions à ces législations et réglementations de contrôle des exportations**

Le Guatemala ne possède pas d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, et ne mène aucune activité impliquant de telles armes; il interdit par ailleurs toute activité de ce type aux particuliers^f. Il dispose cependant d'une législation visant à contrôler les substances chimiques, biologiques et nucléaires utilisées dans d'autres domaines, à des fins pacifiques, sur le territoire guatémaltèque. Les lois réglementant les activités impliquant lesdites substances sont les suivantes :

Loi relative au contrôle, à l'utilisation et à l'application des radio-isotopes et des radiations ionisantes (décret-loi n° 11-86) et son règlement relatif à la sécurité et à la protection radiologique (décret n° 55-2001); Règlement relatif à la gestion des déchets radioactifs (décret n° 559-98); loi portant réglementation de l'importation, de l'élaboration, du stockage, du transport, de la vente et de l'utilisation de pesticides (décret-loi n° 43-74); Règlement relatif à l'enregistrement, la commercialisation, l'utilisation et le contrôle des pesticides agricoles et des substances apparentées (décret n° 377-90); Procédures de contrôle technique

^f Art. 81 de la loi sur les armes et les munitions.

applicables aux services agricoles et sociétés de distribution, d'exportation, de fabrication, de conception, de reconditionnement, de stockage et autres de pesticides agricoles, de substances assimilées ou d'engrais et de fertilisants (arrêté ministériel n° 152-93); loi relative à la protection sanitaire de la flore et de la faune (décret n° 36-98) et son règlement (décret n° 745-99); Règlement relatif à l'enregistrement des personnes physiques et morales dont les activités comprennent l'utilisation d'intrants à des fins agricoles et l'enregistrement, le renouvellement, l'importation, la réexpédition et l'exportation de ces produits (arrêté ministériel n° 1221-2004); loi sur les substances contrôlées et son règlement (décret-loi n° 123-85); Code de la santé publique (décret n° 90-97); Règlement relatif au contrôle des précurseurs et des substances chimiques (décret n° 54-2003); Règlement relatif au contrôle sanitaire des médicaments et des produits apparentés (décret n° 712-99); Règlement relatif à l'établissement et au contrôle des limites des radiations non ionisantes (décret n° 8-2011, modifié par le décret n° 313-2011); Règlement technique centraméricain relatif aux pesticides d'usage domestique et professionnel. Conditions d'enregistrement (RTCA 65.03.44.07, annexe 1 de la résolution n° 258-2010-COMIECO-LIX); Normes sanitaires concernant l'autorisation et le contrôle des usines qui synthétisent, fabriquent, conçoivent et/ou conditionnent des pesticides agricoles (arrêté ministériel SP-M-1811-2004); Règlement relatif à la gestion des déchets hospitaliers solides (décret n° 509-2001); Normes internes du Ministère de la santé publique et des affaires sociales relatives à l'application des règlements émis par le Ministère de l'énergie et des mines en ce qui concerne les radio-isotopes et les radiations non ionisantes et ionisantes (arrêté ministériel n° 1090-2001); Normes générales obligatoires applicables à l'importation et au transit international d'animaux, de ressources hydrobiologiques, et de leurs produits et sous-produits (arrêté ministériel n° 390-2006); Critères relatifs à l'enregistrement des personnes physiques et morales souhaitant réaliser des activités impliquant des intrants destinés à être utilisés sur des animaux ainsi qu'à l'enregistrement, au renouvellement, à l'importation, à l'exportation et à la réexpédition de ces produits, entrés en vigueur le 8 septembre 2006; Règlement technique centraméricain (RTCA 65.05.51.08) relatif aux médicaments à usage vétérinaire et aux produits apparentés, aux établissements qui les fabriquent, commercialisent ou détaillent. Critères relatifs à l'enregistrement sanitaire et au contrôle, entrés en vigueur le 13 juin 2011 (portant dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 390-2006 concernant l'enregistrement des médicaments à usage vétérinaire et des produits apparentés); Règlement technique centraméricain (RTCA 65.05.52.11) relatif aux produits utilisés dans l'alimentation animale et les établissements, critères relatifs à l'enregistrement sanitaire et au contrôle (portant dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 390-2006, relatives à l'enregistrement des produits utilisés dans la nourriture pour animaux).

En ce qui concerne le système d'autorisations délivrées pour l'utilisation, à des fins pacifiques, de matières chimiques, nucléaires et biologiques dans des installations ou par des entités, le Guatemala dispose des règlements suivants :

a) L'Autorité nationale chargée de l'interdiction des armes chimiques veille, sous la tutelle du Ministère des affaires étrangères, à l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, à laquelle le Guatemala est partie depuis 2003;

b) Par l'intermédiaire de la Direction générale de l'énergie, le Ministère de l'énergie et des mines contrôle toutes les activités liées à l'utilisation, à l'application, au transport, à la distribution, à la vente et au transfert ainsi qu'à l'importation et à l'exportation de sources radioactives, et assure également la surveillance radiologique des installations présentant un risque radioactif et du personnel exposé à des sources à haut risque.

La Direction générale de l'énergie maintient également un contrôle sur les déchets radioactifs générés dans le pays par les activités médicales ou industrielles, en organisant régulièrement des inspections.

En vertu des pouvoirs que lui confère la loi relative au contrôle, à l'utilisation et à l'application des radio-isotopes et des radiations ionisantes et les règlements y relatifs, la Direction générale de l'énergie a pris des mesures concrètes visant à contrôler les sources de rayonnement présentant un risque radiologique élevé pour le pays : i) inspection des installations présentant un risque radiologique élevé, notamment celles utilisant des sources de cobalt 60 et de césium 137, utilisées à des fins pacifiques dans le cadre de traitements par radiothérapie dans tout le pays, et octroi de licences pour ces installations; ii) vérification et inspection des portiques de détection des matières radioactives, contrôle des fourgons dans les installations portuaires et octroi de licences pour ces installations, afin de mieux surveiller le transport de sources et de matières radioactives; iii) vérification et inspection des portiques de détection des matières radioactives dans l'industrie du recyclage de métaux en vue d'une détection rapide des sources orphelines en amont du processus de fonte, et octroi de licences pour ces installations; iv) contrôle effectif des sources radioactives utilisées dans le secteur de la radiologie industrielle, grâce à un dispositif juridique prévoyant des inspections et l'octroi de licences à toutes les entreprises se livrant à cette activité dans le pays.

La première version du Règlement relatif à la sécurité physique des sources radioactives a été présentée en 2012, puis révisée en 2013. Ce règlement est élaboré avec l'appui d'acteurs internationaux comme l'Organisation des États américains et le Ministère de l'énergie des États-Unis. Cet instrument juridique permettra d'actualiser les mesures concrètes de contrôle des sources radioactives, en vue de la prévention d'actes terroristes.

Sur ce même thème, le pays participera à la première réunion régionale sur la sécurité physique des sources radioactives, qui doit se dérouler au Panama en septembre 2013, avec l'appui de la Commission de la réglementation nucléaire des États-Unis;

c) Il appartient au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation de réglementer l'utilisation, la manipulation, la fabrication, le stockage, la commercialisation, l'enregistrement, l'importation, la qualité et la gestion des résidus de substances chimiques, chimico-pharmaceutiques, biologiques et autres substances apparentées, en ce qui concerne l'utilisation particulière qui en est faite dans l'élevage, les activités agricoles, forestières et hydrobiologiques, et de promouvoir une gestion globale des épidémies et de la surveillance phytosanitaire des animaux^g.

^g Art. 6 de la loi sur la protection sanitaire de la flore et de la faune.

La législation relative aux intrants agricoles qui était en vigueur entre 2004 et 2006 a été modifiée : de nouveaux instruments juridiques ont été créés qui instituent dans ce domaine des normes similaires à celles existant dans d'autres en ce qui concerne les processus d'importation, d'exportation, de fabrication, de conception, de transformation et de commercialisation des intrants agricoles^h.

Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation dispose d'une base de données contenant des informations sur les importations d'intrants utilisés dans l'agriculture et l'élevage, qui permet à toute institution publique ou privée d'obtenir des renseignements sur le comportement de ces produits, sur celui des personnes (physiques ou morales) qui les importent ou exportent ainsi que de celles qui les fabriquent, conçoivent et transforment. Cette base de données est alimentée par les informations communiquées par le personnel douanier sur l'ensemble du territoire dans le cadre du Système de protection de l'agriculture et de l'élevage, placé sous la tutelle de l'Organisme international régional de veille sanitaire pour l'agriculture et l'élevage, qui vérifie, en s'appuyant sur des documents et des inspections physiques, que le produit entrant sur le territoire répond aux critères régissant son importation, dans le cadre juridique de ses compétences;

d) Le Ministère de la santé publique et des affaires sociales est chargé de prendre les mesures de sécurité sanitaire en ce qui concerne les risques de type biologique, chimique, et physique, et les risques liés aux radiations dans le cadre de transfusions sanguinesⁱ. Il est ainsi chargé de prendre les mesures de sécurité nécessaires à l'utilisation de substances chimiques dangereuses et à la protection radiologique. Il veille à l'élaboration de protocoles relatifs au transport de matières ou substances infectieuses, à la manipulation d'échantillons potentiellement infectieux, aux accidents impliquant des matières ou substances polluantes et à l'exposition à de telles substances.

De même, il incombe au Ministère de la santé publique et des affaires sociales de réglementer l'utilisation, la manipulation, la fabrication, le stockage, la commercialisation, l'enregistrement, l'importation, la qualité et la gestion des résidus des substances chimiques, pharmaceutiques, biologiques et autres substances apparentées destinées à un usage particulier dans le cadre d'activités licites liées à la santé humaine et à sa protection;

^h Décret n° 5-2010, loi sur l'enregistrement des produits agrochimiques; décret n° 343-2010, Règlement afférent à la loi sur l'enregistrement des produits agrochimiques; décret n° 342-2010, Règlement relatif à l'enregistrement des fertilisants, des amendements du sol et substances apparentées auprès du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation; décret n° 87-2011, Règlement relatif à l'enregistrement, au renouvellement, à l'endossement (autorisation d'utilisation) et à la cession de substances apparentées à des pesticides (pesticides microbiens, pesticides biochimiques, arthropodes, prédateurs, parasites, parasitoïdes) et critères à remplir pour leur importation, exportation et réexpédition, ainsi qu'à l'enregistrement auprès du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation des personnes physiques et morales utilisant ces produits; Règlement technique centraméricain (RTCA 65.05-611) relatif aux pesticides microbiologiques à usage agricole et aux critères relatifs à leur enregistrement; et l'arrêté ministériel n° 11-2011 visant à permettre l'enregistrement des personnes physiques et morales souhaitant importer, exporter, fabriquer, produire, transformer, mélanger, concevoir, emballer, reconditionner, emballer, repaqueter, stocker et commercialiser des ingrédients actifs techniques ou des produits agrochimiques élaborés.

ⁱ Manuel des normes techniques relatives à la médecine transfusionnelle et aux banques de sang (2007), chap. 8.

e) Le Ministère de la défense nationale pourra accorder des autorisations permettant de réaliser des activités impliquant des produits visés par la loi sur les substances contrôlées, comme par exemple les chlorates et les nitrates^j. C'est l'état-major de la défense, plus particulièrement le Corps d'ingénieurs de l'armée, qui est chargé d'inspecter les entités souhaitant obtenir une autorisation pour toute activité de fabrication, transformation, importation, exportation, stockage, transport, acquisition, cession et utilisation de substances contrôlées^k;

f) La Direction générale de l'Administration fiscale vérifie que les autorisations nécessaires ont bien été accordées conformément au régime douanier applicable et aux règles susvisées. De même, elle effectue des contrôles dans la zone d'inspection primaire, en procédant à la fouille et à la vérification des marchandises qui entrent et qui sortent du pays ainsi qu'un examen des documents justificatifs qui les accompagnent. Ces opérations sont menées dans le cadre du processus de gestion des risques mis en place par l'administration douanière afin de traiter les données obtenues préalablement grâce aux déclarations douanières relatives aux régimes d'importation, d'exportation et de transit douanier, compte tenu des critères de risque et du concept d'inspection sélective et aléatoire visé par le Code douanier. De même, il existe une procédure de vérification et de contrôle a posteriori des opérations commerciales extérieures, qui est menée conjointement par l'administration douanière et l'organe de la Direction générale de l'Administration fiscale chargé du contrôle.

Conformément à ce qui précède et aux recommandations du cadre de normes visant à sécuriser et faciliter le commerce mondial de l'Organisation mondiale des douanes, des mesures sont actuellement prises dans le cadre des mécanismes de contrôle en vue de viabiliser l'installation progressive (à partir de 2007) de matériel d'inspection non intrusive (tels que rayons X) pour détecter tout produit illicite ou menace terroriste (rayonnement) dans les principales zones douanières d'entrée et de sortie du pays. Les équipements sont utilisés et les images analysées conjointement par des équipes spéciales (portuaires, autorités aéronautiques) et par les services des douanes. Comme déjà précisé, le contrôle des marchandises s'effectue à l'entrée et à la sortie du pays, dans le but de détecter tout produit illicite ou toute menace chimique, biologique ou radioactive.

En outre, le Guatemala a adhéré au programme Columbus de l'Organisation mondiale des douanes, lequel a permis d'effectuer un diagnostic de l'évaluation des besoins des services des douanes. Plusieurs mesures stratégiques ont été prises sur la base des recommandations issues de cette évaluation afin d'appliquer la recommandation sur les meilleures pratiques issues du cadre de normes susmentionné.

^j L'article 1 de la loi sur les substances contrôlées dispose que les produits chlorés, les nitrates, les explosifs, les cartouches, les amorces, les munitions, la poudre et autres composants susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des artefacts explosifs pour autant que le Ministère de la défense donne son accord, sont classés dans la catégorie des substances contrôlées. L'article 4 concerne l'octroi de licences par ce même ministère.

^k Art. 5 et 6 de la loi sur les substances contrôlées.

Les autorités nationales chargées de la réglementation des armes chimiques et de la protection et de la sécurité radiologiques sont les suivantes :

i) Le décret n° 521-2007 porte création du Centre national de coordination de la production, du stockage, de l'emploi et de la destruction des armes chimiques, lequel relève du Ministère des relations extérieures;

ii) La loi sur le contrôle, l'utilisation et l'application de radio-isotopes et de rayonnements ionisants qui prévoit que la Direction générale de l'énergie du Ministère de l'énergie et des mines est l'autorité compétente pour contrôler tout ce qui concerne les substances radioactives et l'énergie nucléaire.

À cet effet, la Direction générale de l'énergie a demandé au Département de la coopération technique de la Division de l'Amérique latine de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une formation à l'intention des responsables des services douaniers qui relèvent de la Direction générale de l'administration fiscale, en vue d'améliorer les contrôles aux frontières. De même, une formation aux urgences radiologiques a été dispensée au personnel du corps d'aide humanitaire de l'armée guatémaltèque, afin de renforcer leurs capacités d'intervention en cas d'urgence radiologique ou nucléaire et d'améliorer le contrôle sur le transport et le trafic illicite de sources et de matières radioactives.

Il convient également de signaler que le Guatemala, en tant qu'État partie à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (1974)¹, a réglementé le transport de marchandises dangereuses par voie maritime. Dans le cadre de la Convention, le Code maritime international des marchandises dangereuses prévoit des normes de sécurité pour réglementer la manipulation de marchandises dangereuses et de substances toxiques lors du transport maritime, y compris celles présentant des niveaux de radioactivité.

En tant qu'État partie à la Convention, le Guatemala applique également un autre instrument pertinent en matière de protection maritime, à savoir le Code international pour la sûreté des navires^m et des installations portuaires qui régit, au niveau international, la coopération entre les navires et les installations portuaires afin de déceler et de prévenir tout acte pouvant représenter une menaceⁿ pour la sûreté du secteur des transports maritimes. Ainsi, le Guatemala a pris des engagements au niveau international pour garantir qu'aucune arme nucléaire, chimique ou biologique, ou leurs vecteurs ne puisse être fournis par le biais du commerce maritime.

¹ Ratifiée par le décret-loi n° 74-82.

^m Cet instrument international a été présenté par le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale lors de ses soixante-quinze et soixante-seizième sessions.

ⁿ À la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001, l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale, lors de sa vingtième-deuxième session en novembre 2001, a décidé à l'unanimité d'élaborer de nouvelles mesures relatives à la sûreté des navires en vue de leur adoption par une conférence des gouvernements contractants à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (dénommée la Conférence diplomatique sur la sûreté maritime), en décembre 2002.

Paragraphe 6 de la résolution 1540 (2004)

Apprécie l'utilité, aux fins de l'application de la présente résolution, de listes de contrôle nationales bien tenues, et demande à tous les États Membres de s'employer dès que possible, si nécessaire, à établir de telles listes

Comprenant l'utilité et l'efficacité des listes de contrôle, le Guatemala s'est doté de listes de contrôle nationales en matière d'énergie et de substances chimiques ainsi que de leurs précurseurs.

Paragraphe 7 de la résolution 1540 (2004)

Reconnaît que certains États pourront avoir besoin d'aide pour appliquer les dispositions de la présente résolution sur leur territoire, et invite les États qui en ont les moyens à offrir leur concours, selon qu'il conviendra, en réponse aux différentes demandes des États qui ne disposeront pas de l'infrastructure juridique et réglementaire, de l'expérience pratique ou des ressources nécessaires pour se conformer aux dispositions énoncées ci-dessus

Aux fins de l'application effective des dispositions des résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006) du Conseil de sécurité, il est nécessaire de disposer de ressources humaines et matérielles suffisantes pour atteindre les objectifs fixés par ces instruments. C'est pourquoi, le Guatemala sollicite une aide pour renforcer ses capacités d'intervention immédiate en cas d'incident, d'accident et d'acte de malveillance mettant en danger la sécurité des États, en particulier en ce qui concerne la protection physique des sources radioactives, du fait de la pénurie des ressources des pays de la région.

Cette assistance peut prendre la forme d'une formation afin de préparer le personnel qualifié et les décideurs à mettre en œuvre le plan national d'intervention avant tout incident, accident ou urgence radiologique mettant en danger la sécurité des États de la région.

Le Guatemala demande également l'aide nécessaire à la mise en place d'un système de communication électronique d'informations entre les organismes chargés d'autoriser l'importation et l'exportation de substances chimiques, biologiques et nucléaires au moyen du guichet des opérations de commerce extérieur ou quel que soit le nom que cet outil pourrait prendre à l'avenir. Il devrait être mis à disposition des organismes en charge du contrôle des matières dangereuses de tous les pays concernés par la prévention des actes de malveillance.

Paragraphe 8 de la résolution 1540 (2004)

Demande à tous les États :

- a) De promouvoir l'adoption universelle et l'application intégrale et, au besoin, le renforcement des traités multilatéraux auxquels ils sont parties qui ont pour objet d'empêcher la prolifération d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques**

Il convient de souligner que le Guatemala respecte les engagements et obligations découlant du droit international, notamment les mandats du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Outre les instruments énumérés dans le premier rapport, le Guatemala a ratifié la Convention interaméricaine contre le terrorisme, qui est entrée en vigueur pour le pays le 31 mars 2006. Il a également adhéré à un protocole relatif aux petites quantités de matières nucléaires (INFCIRC/299), lequel est entré en vigueur en 1982. En 2001, il a signé le protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées.

En 2004, le Guatemala a adhéré^o au Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques (Code de conduite de La Haye), manifestant ainsi sa volonté politique d'être partie à cet instrument.

Il est nécessaire de rappeler que le Guatemala a ratifié le Traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires le 12 janvier 2012.

b) D'adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, des règles et réglementations nationales visant à garantir le respect des engagements souscrits en vertu des principaux traités multilatéraux de non-prolifération

Le cadre juridique correspondant est exposé dans le premier rapport national.

c) De renouveler et de concrétiser leur engagement en faveur de la coopération multilatérale, en particulier dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines, et sur leur destruction qui sont des moyens importants de poursuivre et d'atteindre leurs objectifs communs dans le domaine de la non-prolifération et de promouvoir la coopération internationale à des fins pacifiques

Le Guatemala est partie à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes biologiques et à toxines et sur leur destruction depuis 2003. Dans ce sens et conformément aux dispositions de l'article VII de la Convention, il a été créé en 2005 une autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques, placée sous la direction du Ministère des relations extérieures^p.

Il est également important de signaler l'adoption du décret n° 521-2007, qui donne une base juridique à l'Autorité nationale et à son équipe, laquelle se réunit régulièrement pour exécuter les tâches nécessaires en matière de déclarations et a par conséquent un caractère permanent. De même, une équipe technique interinstitutionnelle a été créée en août 2007 en tant que branche opérationnelle de l'Autorité nationale.

En octobre 2007, par l'intermédiaire de l'Autorité nationale, le Guatemala a présenté sa déclaration initiale, en application des dispositions de l'article III de la Convention. De même, les déclarations relatives à la période 2004-2006 sont

^o Mémorandum du Ministère des relations extérieures, n° DIPOM-SUBONU 1058-2004, en date du 19 mai 2004.

^p Les Ministères de la défense, de la santé et des affaires sociales, de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, de l'économie, de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que la Direction générale de l'administration fiscale sont également membres de l'Autorité nationale.

actuellement élaborées avec le concours de l'Autorité nationale espagnole, sur la base d'informations fournies par le secteur industriel concernant la production de substances chimiques et de leurs précurseurs. En outre, la présidence de l'Autorité nationale a constitué une base de données pour enregistrer les produits associés aux substances chimiques à risque.

d) D'élaborer des moyens appropriés de collaborer avec l'industrie et le public et de les informer des obligations que leur imposent les lois en question

Compte tenu des limites et conditions d'octroi de licences pour l'utilisation de sources radioactives dans l'industrie, le Ministère de l'énergie et des mines, par l'entremise de la Direction générale de l'énergie, estime qu'il est indispensable de former les responsables de la protection radiologique ainsi que les travailleurs exposés grâce à un cours annuel de protection radiologique. Outre constituer un outil de contrôle et de sécurité, ce cours permet d'informer les personnes concernées de la nécessité de notifier la présence de matières radioactives non autorisées, de sources orphelines, de déchets radioactifs dangereux et d'en informer l'Autorité de réglementation⁹.

Au cours des quatre dernières années, du fait du contrôle exercé, les industries concernées ont reçu des informations sur la sécurité des sources et il a été demandé de marquer les zones de danger et d'installer des panneaux pour signaler la présence de rayonnements.

Six mille exemplaires d'un livre pour enfants intitulé *Les secrets de l'atome* destiné tant aux enfants du niveau de l'école primaire qu'aux adultes ont été imprimés afin de les convaincre de l'intérêt de former des citoyens informés des risques et des avantages de l'utilisation et de l'application des sources radioactives.

En ce qui le concerne, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation oriente techniquement les entreprises qui souhaitent s'inscrire ou mettre à jour les registres d'intrants agricoles et/ou biologiques, notamment, pour des utilisations agricoles ou chez les animaux. Le texte de loi correspondant a été publié à cet effet.

Paragraphe 9 de la résolution 1540 (2004)

Demande également à tous les États de promouvoir le dialogue et la coopération dans le domaine de la non-prolifération, de façon à apporter des réponses à la menace que constitue la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs

Le Ministère de l'énergie et des mines, en coordination avec les Ministères de la défense et des relations extérieures, a participé aux activités de commémoration du quarantième anniversaire de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL).

Dans ce contexte, un groupe a été créé au sein du Commandement supérieur des forces armées en février 2007, dans le cadre des activités menées pour accroître les efforts nationaux déployés pour contribuer aux objectifs de l'OPANAL

⁹ En application de la loi sur le contrôle, l'utilisation et l'application des radio-isotopes et des rayonnements ionisants (décret-loi 11-86), des règlements y relatifs et des recommandations figurant dans la résolution 1540 (2004).

notamment, que la région de l'Amérique latine demeure exempte d'armes nucléaires. Des représentants des institutions ci-après ont participé : Ministères de l'énergie et des mines, des relations extérieures et de la défense; faculté des sciences politiques et des relations internationales des différentes universités du pays; Commission de la défense du Congrès de la République; Croix-Rouge internationale; et OEA. Des conseillers militaires des ambassades accréditées au Guatemala et le représentant des Nations Unies dans le pays ont aussi participé.

Paragraphe 10 de la résolution 1540 (2004)

Demande en outre à tous les États, comme autre moyen de contrer cette menace, d'agir de concert, avec l'aval de leurs autorités judiciaires, dans le respect de leur législation et du droit international, pour empêcher le trafic des armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de leurs vecteurs et des éléments connexes

Dans le cadre de l'Union douanière centraméricaine, le Guatemala coopère avec les autres pays de l'isthme dans le but d'échanger des informations et d'exercer un contrôle sur les importations et les exportations de la région.

En 2007, le Guatemala a ratifié des conventions sur l'échange d'informations dans le domaine douanier, en particulier avec des pays d'Amérique latine, l'Espagne, le Portugal et les États-Unis, et cela dans le cadre du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, du Forum de directeurs généraux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal et de l'Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis d'Amérique et la République dominicaine.

En outre, en 2010, les services des douanes guatémaltèques ont mis en place le programme de l'opérateur économique autorisé, issu des recommandations sur les meilleures pratiques du deuxième volet du cadre de normes destiné à sécuriser et à faciliter le commerce mondial de l'Organisation mondiale des douanes. Ce programme permet, sur la base de normes internationales axées sur la sécurité des processus administratifs, de sécurité générale et de ressources humaines, d'attribuer le statut d'opérateur économique agréé aux parties intégrantes de la chaîne logistique de l'ensemble des opérations relatives au commerce extérieur. À ce jour, deux intervenants ont obtenu ce statut et plusieurs processus sont également en cours d'autorisation.

Un plan de lutte contre la criminalité organisée et les activités connexes a été mis en œuvre à l'occasion de la tenue de la Conférence des forces armées d'Amérique centrale, lequel prévoit des réunions régulières entre officiers des services de renseignement des pays membres afin d'échanger des informations. De même, des réunions périodiques ont eu lieu entre les commandants des unités frontalières en vue d'échanger des informations avec le Mexique, El Salvador et le Honduras.

Pièce jointe

Points de contact national pour le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Sonia Abigail García
Technicienne – Bureau du désarmement et de la sécurité internationale
Direction de la politique multilatérale
Ministère des relations extérieures
Gouvernement guatémaltèque
Téléphone : 502 2410 0000, poste 3111
Télécopie : 502 2410 0091
Courriel : agarcia@minex.gob.gt

Soledad Urruela Arenales
Conseillère
Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies
57 Park Avenue, 10016 New York
Téléphone : 1 646 459 2550
Courriel : soleurruela@gmail.com

Annexe II à la note verbale datée du 3 décembre 2013 adressée au Président du Comité par la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies*

OP 1 and related matters from OP 5, OP 6, OP 8 (a), (b), (c) and OP 10

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues</i>		<i>Yes</i>	<i>If yes, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc.)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official web site)</i>
1	Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)	X	Deposited: 22 September 1970	Page 32 of the report
2	Nuclear Weapons Free Zone/ Protocol(s)	X	Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America and the Caribbean (Treaty of Tlatelolco)	Page 32 of the report
3	Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism			
4	Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)			
5	2005 Amendment to the CPPNM		Deposited: 8 February 1987	Page 31 of the report
6	Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) (not in force)	X	Signed: 20 September 1999	http://disarmament.un.org:8080/TreatyStatus.nsf Guatemala ratified the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty (CTBT) on 12 January 2012. Page 8 of update 1

* Les tableaux, soumis par le Guatemala en espagnol, sont disponibles en anglais et en espagnol uniquement.

	<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues</i>	<i>Yes</i>	<i>If yes, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc.)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official web site)</i>
7	Chemical Weapons Convention (CWC)	X	Deposited: 12 February 2003	Page 32 of the report The National Authority for the Prohibition of Chemical Weapons presented its initial declaration in The Hague in October 2007. Declarations for the years 2004 to 2006 were also presented. Page 8 of update 1
8	Biological Weapons Convention (BWC)	X	Deposited: 19 September 1973	Page 32 of the report
9	Geneva Protocol of 1925	X	Deposited: 3 May 1983	http://disarmament.un.org:8080/TreatyStatus.nsf
10	Other Conventions/Treaties	X	Seabed Treaty Inter-American Convention on Transparency in Conventional Weapons Acquisitions	http://disarmament2.un.org/TreatyStatus.nsf/952a13b8945f4b07852568770078d9c2?Sear
11	International Atomic Energy Agency (IAEA)	X	Guatemala has been a member since March 1957	http://www.iaea.org/About/Policy/MemberStates/
12	Hague Code of Conduct (HCOC)	X	Subscribed: 19 May 2004. Ministry of Foreign Affairs memorandum No. DIPOM-SUBONU 1058-2004	In 2004, Guatemala subscribed ^r to the Hague Code of Conduct as a sign of its political will to be a party to this instrument. Page 7 of update 1
13	Other Arrangements	X	“Central America united against terrorism” declaration, adopted 19 September 2001	http://www.sieca.org.gt/publico/Reuniones_Presidentes/Reuniones_Presidentes.htm
14	General statement on non-possession of WMD	X	Guatemala declares that it does not possess weapons of mass destruction, nor does it provide support to non-State actors that seek to use such weapons	Page 2 ^s of update 1

^r Ministry of Foreign Affairs memorandum No. DIPOM-SUBONU 1058-2004, dated 19 May 2004.

^s Page numbers refer to the Spanish version of the report.

<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues</i>		<i>Yes</i>	<i>If yes, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc.)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official web site)</i>
15	General statement on commitment to disarmament and non-proliferation	X	Guatemala declares its commitment to the objectives of the disarmament and non-proliferation treaties	Page 2 of update 1
16	General statement on non-provision of WMD and related materials to non-State actors	X	Guatemala does not provide any form of support to non-State actors that seek to acquire weapons of this type	Page 2 of update 1
17	Other ^t	X	State party to 11 of 12 multilateral conventions	Page 31 of the report

^t Including, as appropriate, information with regard to membership in relevant international, regional or subregional organizations.

State: Guatemala

Date of the report: 27 October 2004

Date of the update: 20 August 2013

S/AC.44/2013/24

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Implementing regulation No. 85-2011 Decree No. 58-2005, amending article 391 (“Terrorism”) of the Penal Code to criminalize this offence Decree No. 15-2012, Criminal Investigation Department Act, article 7 (h)				Article 95 of the Arms and Ammunition Act BW: Articles 16 and 82 of the Arms and Ammunition Act Article 82 of the Arms and Ammunition Act Article 391 of the Penal Code (Decree No. 17-73), amended by Decree No. 58-2005, Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism, article 2 Articles 82 and 116 of the Arms and Ammunition Act	
5	Develop	X	X	X	NW: Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America and the Caribbean (Treaty of Tlatelolco) CW: Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of	X	X	X	NW: Article 82 of the Arms and Ammunition Act CW: Article 85 of the Arms and Ammunition Act Article 287 of the Penal Code (Decree No. 17-73)	Guatemala does not possess nuclear weapons, chemical weapons, or weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national legislation prohibits the activities referred to in this paragraph. Page 2 of update 1

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Chemical Weapons and on Their Destruction BW: Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction				BW: Article 82 of the Arms and Ammunition Act	(The conventions to which Guatemala is a party become part of domestic law once they have been ratified by the Congress of the Republic)
6	Transport		X	X	NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90), article 2 CW: Arms and Ammunition Act, article 2 BW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90), article 2	X	X	X	NW: Article 126 of the Arms and Ammunition Act CW: Article 91 of the Arms and Ammunition Act BW: Article 126 of the Arms and Ammunition Act	Guatemala does not possess nuclear weapons or weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national legislation prohibits the activities referred to in this paragraph. Page 2 of update 1

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
7	Transfer	X	X	X	NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90), articles 81, 83 and 91 CW: Arms and Ammunition Act, articles 2 and 81 BW: Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction	X	X	X	NW: Articles 81, 83 and 91 of the Arms and Ammunition Act CW: Articles 81 and 91 of the Arms and Ammunition Act BW: Articles 287 and 404 of the Penal Code (Decree No. 17-73)	Guatemala does not possess weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national and international legislation prohibits the activities referred to in this paragraph. Pages 2 and 3 of update 1 (The conventions to which Guatemala is a party become part of domestic law once they have been ratified by the Congress of the Republic) Pages 2 and 7 of update 1 (The treaties to which Guatemala is a party become part of domestic law once they have been ratified by the Congress of the Republic)
8	Use	X	X	X	NW: Decree No. 58-2005, amending article 391 (“Terrorism”) of the Penal Code to criminalize this offence CW: International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings		X		NW: Article 391 of the Penal Code (Decree No. 17-73), amended by Decree No. 58-2005, Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism, article 2 CW: Article 81 of the Arms and Ammunition Act	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					In force since 13 March 2002 BW: Decree No. 58-2005, amending article 391 (“Terrorism”) of the Penal Code to criminalize this offence				Article 374 of the Penal Code BW: Article 391 of the Penal Code (Decree No. 17-73), amended by Decree No. 58-2005, Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism, article 2	
9	Participate as an accomplice in above-mentioned activities	X	X	X		X	X	X	CW: Articles 394 and 398 of the Penal Code BW: Articles 394 and 398 of the Penal Code (Decree No. 17-73)	
10	Assist in above-mentioned activities	X	X	X						
11	Finance above-mentioned activities	X	X	X	Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism (Decree No. 58-2005)	X	X	X	Articles 4 and 5 of the Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism (Decree No. 58-2005)	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
12	Above-mentioned activities related to means of delivery ^u	X	X		NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 15-2009) CW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89 amended by Decree No. 74-90) BW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 15-2009)		X		NW: Article 15 of the Arms and Ammunition Act BW: Article 15 of the Arms and Ammunition Act	national legislation prohibits and penalizes the activities referred to in this paragraph. Page 2 of update 1
13	Involvement of non-State actors in above-mentioned activities	X	X		NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 15-2009) CW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89 amended by Decree No. 74-90), article 81 BW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 15-2009)		X	X	NW: Article 82 of the Arms and Ammunition Act CW: Articles 16, 83, 85, 89, 91, 93, 95, 97C and 101 of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90) BW: Article 15 of the Arms and Ammunition Act	Guatemala does not possess weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses this issue in its foreign policy. In addition, the Arms and Ammunition Act prohibits the involvement of non-State actors in these activities. Page 2 of update 1

^u Means of delivery: missiles, rockets and other unmanned systems capable of delivering nuclear, chemical, or biological weapons, that are specially designed for such use.

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document of national implementation law	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
14	Other	X	X		CW: Terrorism prevention plan of the Division for the Investigation and Decommissioning of Weapons and Explosives, National Civil Police. Counter-terrorism plan 001-2008 (internal decision of the Ministry of the Interior) Draft counter-terrorism bill					Page 3 of update 1

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW, CW and BW, including Related Materials^v

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

S/AC.44/2013/24

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
1	Measures to account for production	X	X	X	NW: Small quantities protocol, IAEA (INFCIRC/299) Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), articles 7, 8, 10, 26, 27, 46, 47, 174, 186 Regulation for the Establishment and Control of Non-Ionizing Radiation Limits (Governmental Decision No. 8-2011, revised by Governmental Decision No. 313-2011)	X	X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86, article 7), chapter X CW: Articles 36-48 of the Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98) Articles 12-14 of the Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74) Health Code (Decree No. 90-97, articles 224-233)	Guatemala does not possess chemical or biological weapons, or weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national legislation regulates all activities involving substances of this nature for peaceful purposes and penalizes related illegal activities. The legislation referred to in these subparagraphs only regulates those activities related to chemical or biological substances for specific use in agricultural, forestry and hydrobiological activities. Page 4 of update 1
2	Measures to account for use	X	X	X		X	X	X		
3	Measures to account for storage	X	X	X		X	X	X		
4	Measures to account for transport	X	X	X			X	X		
5	Other measures for accounting	X	X	X			X	X		
6	Measures to secure production	X	X	X		X	X	X		
7	Measures to secure use	X	X	X		X	X	X		
8	Measures to secure storage	X	X	X		X	X	X		

^v Related materials: materials, equipment and technology covered by relevant multilateral treaties and arrangements, or included on national control lists, which could be used for the design, development, production or use of nuclear, chemical and biological weapons and their means of delivery.

^w Information required in this section may also be available in the State's Confidence Building Measures report, if submitted to the BWC Implementation Support Unit (online at: [http://www.unog.ch/80256EE600585943/\(httpPages\)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument](http://www.unog.ch/80256EE600585943/(httpPages)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument)).

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					IAEA Regulations for the Safe Transport of Radioactive Material, substantiated by Radioactive Waste Management Regulations (Governmental Decision No. 559-98), articles 7 and 25 CW: Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74), articles 1-3, 5, 7, 11-13 Technical supervision procedures in agricultural services, establishments for the distribution, export, manufacture, formulation, repackaging and storage of agricultural pesticides, related substances and/or fertilizers, and other similar establishments (Ministerial Decision No. 152-93) Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), articles 6, 11 and 20, and its implementing				Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77 BW: Articles 36-48 of the Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98). Health Code (Decree No. 90-97), articles 224-233 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77	Page 5 of update 1 The legislation referred to in these subparagraphs regulates only those lawful activities related to chemical, biological or radioactive substances for specific use in public health-related activities and monitoring.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					regulations (Governmental Decision No. 745-99) Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision No. 54-2003) Central American Technical Regulation on pesticides for domestic and professional use. Registration requirements (RTCA 65.03.44:07, annex 1 to Resolution No. 258-2010-COMIECO-LIX) Health standards for authorizing and monitoring factories that synthesize, manufacture, formulate and/or package					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					agricultural pesticides (Ministerial Decision SP-M-1811-2004) BW: Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74), articles 1-3, 5, 7, 11-13 Regulations on the Registration, Marketing, Use and Control of Agricultural Pesticides and Related Substances (Governmental Decision No. 377-90), articles 2, 5, 6, 7, 10, 16, 20, 24, 26 and 143-147 Technical supervision procedures in agricultural services, establishments for the distribution, export, manufacture, formulation, repackaging and storage of agricultural pesticides, related substances and/or fertilizers, and other similar establishments (Ministerial Decision No. 152-93)					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), articles 6, 11 and 20 and its implementing regulations (Governmental Decision No. 745-99) Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 343-2010 regulating the Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food Ministerial Decision No. 11-2011 setting out registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and for the registration, renewal, import, return and export of such inputs (Ministerial Decision No. 1221-2004)					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision No. 54-2003) Regulation for the Establishment and Control of Non-Ionizing Radiation Limits (Governmental Decision No. 8-2011, revised by Governmental Decision No. 313-2011) Central American Technical Regulation on pesticides for domestic and professional use. Registration requirements (RTCA 65.03.44:07, annex 1 to Resolution No. 258-2010-COMIECO-LIX)					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Health standards for authorizing and monitoring factories that synthesize, manufacture, formulate and/or package agricultural pesticides (Ministerial Decision SP-M-1811-2004) Regulations for the treatment of hospital solid waste (Governmental Decision No. 509-2001) Internal regulations of the Ministry of Health and Social Welfare, providing for compliance with the regulations issued by the Ministry of Energy and Mines on the topic of radioisotopes and non-ionizing and ionizing radiation					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
9	Measures to secure transport	X	X	X	NW: IAEA Regulations for the Safe Transport of Radioactive Material, substantiated by Radioactive Waste Management Regulations (Governmental Decision No. 559-98), article 32 CW: Central American Uniform Customs Code, article 63: prohibited goods Regulations of the Central American Uniform Customs Code, article 234: transport of dangerous goods International Maritime Dangerous Goods Code BW: Central American Uniform Customs Code, article 63: prohibited goods	X	X	X	Chapter XI-2 of the International Ship and Port Facility Security Code	Although Guatemala does not possess any weapons of mass destruction, it does have regulations in place for activities using nuclear materials for peaceful purposes. In 2006, the Department of Energy established the Regulations for the Safe Transport of Radioactive Material ^x for the National Centre for Radioactive Waste, following international guidelines and with the support of IAEA experts. These regulations are in the process of being approved by the relevant authorities. Page 5 of update 1 Guatemala does not possess chemical or biological weapons; nevertheless the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national and international legislation regulates all activities involving substances of this nature for peaceful purposes and penalizes related illegal activities. Page 6 of update 1

^x This regulation will allow for better monitoring of the transport of radioactive sources, equipment and materials within the country and across borders.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Regulations of the Central American Uniform Customs Code, article 234: transport of dangerous goods International Maritime Dangerous Goods Code					
10	Other measures for securing	X	X	X	NW: Radiological Safety and Protection Regulations (Governmental Decision No. 55-2001), articles 26-27, 46-47, 174, 186 CW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 32 Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99)	X	X		NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), chapter X	Guatemala does not possess chemical or biological weapons; nevertheless, national legislation regulates all activities involving substances of this nature for peaceful purposes and penalizes related illegal activities. Page 4 of update 1

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 32 Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99)					
11	Regulations for physical protection of facilities/materials/ transports		X	X	NW: Radioactive Waste Management Regulations (Governmental Decision No. 559-98), articles 5-7, 10-11, 19-20, 25, 32-33 International Ship and Port Facility Security Code of the International Maritime Organization (IMO) IMO International Maritime Dangerous Goods Code CW, BW: IMO International Ship and Port Facility Security Code		X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), chapter X Chapter XI-2 of the International Ship and Port Facility Security Code CW, BW: Chapter XI-2 of the International Ship and Port Facility Security Code	Although Guatemala does not possess any weapons of mass destruction, it does have regulations in place for activities using nuclear material for peaceful purposes. Under the Radioactive Waste Management Regulations, the Department of Energy has a National Centre for Radioactive Waste. Similarly, as a party to the IMO International Convention for the Safety of Life at Sea, Guatemala is guided by the International Ship and Port Facility Security Code and the International Maritime

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
										Dangerous Goods Code, which set out the rules for detecting and preventing acts that are perceived to pose a threat to the security of ships and port facilities, as well as regulations for the handling of dangerous goods and toxic substances during shipping. Pages 4, 6 and 7 of update 1. The provisions of the International Ship and Port Facility Security Code allow ships and port facilities to work together to detect and prevent acts that are perceived to pose a threat^y in order to protect the maritime transport sector. Page 7 of update 1

^y Following the tragic events of 11 September 2001, the Assembly of the International Maritime Organization (IMO) unanimously agreed at its twenty-second session, held in November 2001, that new measures relating to the security of ships and of port facilities should be developed for adoption by a Conference of Contracting Governments to the International Convention for the Safety of Life at Sea, 1974 (known as the Diplomatic Conference on Maritime Security), in December 2002.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
12	Licensing/registration of installations/facilities/persons/entities/use/handling of materials		X	X	CW: Restricted Items Act (Decree-Law No. 123-85) and its implementing regulations (Governmental Decision No. 55-2001), article 4 Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6, and its implementing regulations ^z (Ministerial Decision No. 1221-2004). Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act		X	X	CW: Article 27 of the Restricted Items Act Articles 36-48 of the Plant and Animal Health Act Health Code (Decree No. 90-97), articles 224-233 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77 BW: Articles 36-48 of the Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98) Health Code (Decree No. 90-97), articles 224-233 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products	The Restricted Items Act relates to the licensing of any activities concerning the manufacture, processing, import, export, storage, transport, acquisition, transfer and use of restricted items, such as chlorates and nitrates. ^{aa} The Plant and Animal Health Act regulates only the use, handling, manufacture, storage, marketing, registration, import, quality and residues of biological and related substances, for specific use in agricultural, forestry and hydrobiological activities. Pages 8, 9, 21 and 22 of the report Pages 4 and 5 of update 1 The legislation referred to herein regulates only those lawful activities related to chemical, biological or radioactive substances for specific use in public health-

^z Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and requirements for the registration of agricultural inputs with the Ministry of Agriculture and Food.

^{aa} Articles 5 and 6 of the Restricted Items Act and its implementing regulations. In addition, article 1 of the Act stipulates that restricted items are “chlorates, nitrates, explosives, explosive cartridges, percussion caps, ammunition, gunpowder and other materials which may be used for the manufacture of explosive devices, provided that they are classified as restricted items by decision of the Ministry of Defence”.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Governmental Decision No. 343-2010 regulating the Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation				(Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77	related activities and monitoring.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use and registration requirements, and Ministerial Decision No. 11-2011 setting out registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products. BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6, and its implementing regulations ⁱ (Ministerial Decision No. 1221-2004) Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation 65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99)					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks	
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document		
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW			
13	Reliability check of personnel			X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), and its Radiological Safety and Protection Regulations (Governmental Decision No. 55-2001) Radioactive Waste Management Regulations (Governmental Decision No. 559-98) CW, BW: Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and for the registration, renewal, import, return and export of such inputs (Ministerial Decision No. 1221-2004) Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99)				NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), chapter X CW, BW: Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77	The regulations set out registration and renewal requirements for individuals or legal entities that import, export, produce, manufacture, formulate, develop, bottle, rebottle, package, repackage, distribute and sell inputs for agricultural use, and for their authorized import, export and return. Page 4 of update 1 The regulations set out registration and renewal requirements for individuals or legal entities that import, export, manufacture, bottle and market inputs for the purpose of protecting human health.

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 343-2010 regulating the Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW ^w		NW	CW	BW		
					inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation 65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use and registration requirements, and Ministerial Decision No. 11-2011 setting out registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products.					
14	Measures to account for/secure/ physically protect means of delivery									Not applicable. Guatemala does not possess biological weapons or their means of delivery, nor does it carry out genetic engineering work.

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW including Related Materials (NW specific)

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		Yes	If yes, source document	Yes	If yes, source document	
1	National regulatory authority	X	Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), article 8.1, and its Radiological Safety and Protection Regulations (Governmental Decision No. 55-2001)	X	National authority: Department of Energy	The scope of licences granted by the Department of Energy is limited to medical, industrial and research purposes. Pages 4 and 5 of update 1
2	IAEA Safeguards Agreements	X	Agreements entered into force on 1 February 1982 Additional protocol signed on 14 December 2001			Page 32 of the report http://www.iaea.org/OurWork/SV/Safeguards/sir_table.pdf
3	IAEA Code of Conduct on Safety and Security of Radioactive Sources	X	IAEA Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources	X	IAEA Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources	Page 32 of the report
4	Supplementary Guidance on the Import and Export of Radioactive Sources of the Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources			X		

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		Yes	If yes, source document	Yes	If yes, source document	
5	IAEA Database on Illicit Trafficking of Nuclear Materials and other Radioactive Sources			X	Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86) and its Radiological Safety and Protection Regulations (Governmental Decision No. 55-2001).	By means of the legal mechanism of inspections and licensing, the Department of Energy registers activities related to radioactive sources, ionizing radiation and/or radioactive waste, inter alia in order to prevent related illegal activities.
6	Other Agreements related to IAEA	X	IAEA regional project on dealing with radiological emergencies (RLA/9/054) Revised Supplementary Agreement concerning the Provision of Technical Assistance by IAEA. Entered into force on 9 February 1981 Convention on Assistance in Case of a Nuclear Accident or Radiological Emergency. Ratified on 8 September 1988			The Division of Radiological Protection and Security of the Department of Energy is working on developing a national plan based on the IAEA regional project on dealing with radiological emergencies, RLA/9/054. Pages 4 and 5 of update 1 http://ola.iaea.org/FactSheets/CountryDetails.asp?country=GT
7	Additional national legislation/regulations related to nuclear materials including CPPNM	X	Convention on the Physical Protection of Nuclear Material. In force since 8 February 1987 Convention on Early Notification of a Nuclear Accident. In force since 8 September 1988			The Congress of the Republic is discussing the approval of the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material and the amendments to broaden its scope to nuclear installations. Page 3 of update 1

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		Yes	If yes, source document	Yes	If yes, source document	
8	Other	X	Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America and the Caribbean (Treaty of Tlatelolco). In force since 1 February 1982	X	The Department of Energy has the authority to impose fines and/or to suspend/cancel licences. Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), chapter X	Page 7 of update 1 (The treaties to which Guatemala is a party become part of domestic law once they have been ratified by the Congress of the Republic)

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect CW including Related Materials (CW specific)

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

S/AC.44/2013/24

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		Yes	If yes, source document	Yes	If yes, source document	
1	National CWC authority	X	National authority (Governmental Decision No. 521-2007): Ministry of Foreign Affairs	X	National authority: Ministry of Foreign Affairs	Pages 6 and 8 of update 1 http://www.opcw.org/docs/directory/section4.pdf
2	Reporting Schedule I, II and III chemicals to OPCW	X	The national authority submitted declarations to OPCW	X	The national authority submitted the initial declaration in October 2007. The relevant declarations were also prepared for the period 2004-2006.	Page 8 of update 1
3	Account for, secure or physically protect “old chemical weapons”	X				Not applicable. Guatemala does not possess old chemical weapons.
4	Other legislation/ regulations controlling chemical materials	X	Chemical Weapons Convention	X	Article 27 of the Restricted Items Act (Decree-Law No. 123-85)	Although Guatemala does not possess chemical weapons, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, national and international legislation regulates activities involving chemical substances for peaceful purposes. Page 8 of update 1

<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>		<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties and others</i>		<i>Remarks</i>
		<i>Yes</i>	<i>If yes, source document</i>	<i>Yes</i>	<i>If yes, source document</i>	
						(The conventions to which Guatemala is a party become part of domestic law once they have been ratified by the Congress of the Republic)
5	Other					

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect BW including Related Materials (BW specific)

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		Yes	If yes, source document	Yes	If yes, source document	
1	Regulations for genetic engineering work					Not applicable. Guatemala does not possess biological weapons or their means of delivery, nor does it carry out genetic engineering work.
2	Other legislation/ regulations related to safety and security of biological materials	X	Manual of Technical Standards for Transfusion Medicine and Blood Banks (2007), chapter 8 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 8-33			The Ministry of Health oversees biosecurity measures for biological, chemical, physical and/or radiation risks associated with blood services. Page 5 of update 1 The regulations set out registration and renewal requirements for individuals or legal entities that import, export, manufacture, bottle and market biological products for the purpose of protecting human health.
3	Other					

OP 3 (c) and (d) and related matters from OP 6 and OP 10 — Controls of NW, CW and BW, including Related Materials

State: **Guatemala**
Date of the report: **27 October 2004**
Date of the update: **20 August 2013**

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes				Yes				
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					If yes, source document				If yes, source document	
1	Border control	X	X	X	NW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decision No. 05-99 of the Tax Administration Superintendency) Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code CW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decree 1-98 of the Congress of the Republic of Guatemala, Tax Administration Superintendency Organization Act) Central American Uniform Customs Code	X	X	X	NW, CW: Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3 Implementing institutions: Ministry of Health and Social Welfare; Ministry of Agriculture and Food; Customs Administration Border security and control: Ministry of the Interior and Ministry of Defence BW: Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3 Implementing institutions: Ministry of Health and Social Welfare; Ministry of Agriculture and Food; Customs Administration	Guatemala does not possess chemical or biological weapons or weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, during the import and/or export process, it is the responsibility of the Tax Administration Superintendency to verify possession of the necessary licences for those biological products that must be licensed under the customs regime. Page 6 of update 1

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes				Yes				
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					If yes, source document				If yes, source document	
					Regulations of the Central American Uniform Customs Code BW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decree 1-98 of the Congress of the Republic of Guatemala, Tax Administration Superintendency Organization Act) Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code				Border security and control: Ministry of the Interior and Ministry of Defence	
2	Technical support of border control measures	X	X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), article 8.10 CW: Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental	X	X	X	NW: X-ray, detection and radiation equipment at the main ports of entry to the country CW: Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision	Guatemala does not possess biological, chemical or nuclear weapons or weapons of mass destruction; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, the Ministry of Health and Social Welfare and the Ministry of Agriculture are involved in

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Decision No. 54-2003) Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6.				No. 54-2003) Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77 BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), title VI	controlling activities related to chemical substances. The Ministry of Energy and Mines, through the Department of Energy, is involved in controlling activities related to nuclear substances. Pages 4, 5 and 6 of update 1 With regard to chemical weapons, the national authority is the National Coordination Centre for the production, stockpiling, use and destruction of chemical weapons. This authority is attached to the Ministry of Foreign Affairs.
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology	X	X	X	NW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decision No. 05-99 of the Tax Administration Superintendency) Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law		X	X	CW: Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and for the registration, renewal, import, return and export of such inputs (Ministerial Decision No. 1221-2004) Guatemala does not possess chemical weapons; nevertheless, the Ministry of Defence is responsible for regulating nitrates and chlorates	Meanwhile, the Division of Arms and Ammunition Control enforces the ban on activities using chemical weapons. Pages 2 and 6 of update 1 http://www.sieca.org.gt/publico/marco_legal/protocolos/protocolo16.htm

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					No. 11-86), article 8.10 CW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decree 1-98 of the Congress of the Republic of Guatemala, Tax Administration Superintendency Organization Act) Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code BW: Functions, powers and jurisdiction of the Customs Administration (Decree 1-98 of the Congress of the Republic of Guatemala, Tax Administration Superintendency Organization Act) Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code				(restricted items). Page 4 BW: Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and for the registration, renewal, import, return and export of such inputs (Ministerial Decision No. 1221-2004)	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
4	Enforcement agencies/ authorities	X	X	X	NW: Ministry of Energy and Mines, through the Department of Energy. Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), article 8.10 CW: Division of Arms and Ammunition Control, Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90) BW: Ministry of Agriculture and Food, Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6 Division of Arms and Ammunition Control Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90)	X	X	X	NW: Ministry of Energy and Mines, through the Department of Energy Division of Arms and Ammunition Control CW: National Authority for the Prohibition of Chemical Weapons (Governmental Decision No. 521-2007): Ministry of Foreign Affairs, Division of Arms and Ammunition Control, Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90) BW: Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3	Guatemala does not possess chemical, biological or nuclear weapons; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, the Ministry of Agriculture and Food is responsible for regulating the use, handling, manufacture, storage, marketing, registration, import, quality and residues of chemical, chemicopharmaceutical, biological and related substances for specific use in agricultural, forestry and hydrobiological activities. Meanwhile, the Division of Arms and Ammunition Control enforces the ban on activities using biological weapons. Pages 2 and 4 of update 1 In addition, the Department of Energy of the Ministry of Energy and Mines is the agency responsible for

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
										controlling activities related to radioactive substances and nuclear energy. Page 6 (b) of update 1
5	Export control legislation in place	X	X	X	NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89) Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), article 8.10 CW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89) BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), article 6 Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90)	X	X	X	NW: Article 89: Illegal export of firearms and of chemical, biological and nuclear weapons, Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90) Chapter X of the Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86): Sanctions CW: Articles 89 and 91 of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90): Illegal export of firearms and of chemical, biological and	Although Guatemala does not have any nuclear weapons, the Division of Arms and Ammunition Control enforces the ban on their illegal export. Meanwhile, the Department of Energy controls activities related to radioactive substances and nuclear energy. Pages 2 and 6 of update 1 Guatemala does not possess biological weapons; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, the Ministry of Agriculture and Food is responsible for licensing activities related to biological substances. Sanctions related to the illegal export of such substances fall within the

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
									nuclear weapons BW: Article 89 of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90): Illegal export of firearms and of chemical, biological and nuclear weapons	purview of the Division of Arms and Ammunition Control. Pages 1 and 5 of update 1
6	Licensing provisions	X	X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), article 8.10: Granting of licences for the production, use, handling, transport, marketing, import, export and application of radioactive substances, and for the establishment and operation of radioactive facilities CW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98)	X	X	X	NW: Chapter X of the Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86): Sanctions CW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), title VI Restricted Items Act (Decree-Law No. 123-85), chapter IV	Guatemala does not possess chemical, biological or nuclear weapons, nor does it grant licences to individuals for activities related to them. However, the Ministry of Health and Social Welfare, the Ministry of Agriculture and Food and the Ministry of Defence (chlorates and nitrates) are responsible for licensing activities related to chemical or biological substances, as appropriate. Page 5 of update 1
7	Individual licensing	X	X	X		X	X	X		
8	General licensing	X	X	X		X	X	X		
9	Exceptions from licensing	X	X	X		X				
10	Licensing of deemed export/ visa	X		X		X				

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Restricted Items Act — nitrates and chlorates (Decree-Law No. 123-85) Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision No. 54-03) Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98) (Ministerial Decision No. 1221-2004) Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226				BW: Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), title VI Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77	However, the Department of Energy is responsible for licensing activities using radioactive substances and nuclear energy. ^{bb} Pages 4 (b) and 6 (b) of update 1 http://faolex.fao.org/docs/texts/gua61785.doc The Ministry of Health and Social Welfare is responsible for licensing lawful activities for the protection of human health using biological substances.

^{bb} The scope of licences granted by the Department of Energy is limited to medical, industrial and research purposes.

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes				Yes				
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					If yes, source document				If yes, source document	
					Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) (1) Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act, (2) Governmental Decision No. 343-2010 regulating the Agrochemicals Registration Act, (3) Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food, (4) Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes				Yes				
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					If yes, source document				If yes, source document	
					entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation 65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use and registration requirements, and Ministerial Decision No. 11-2011 setting out registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products.					
11	National licensing authority	X	X	X	NW: Department of Energy of the Ministry of Energy and Mines Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86), chapter II	X	X	X	NW: Department of Energy of the Ministry of Energy and Mines BW: Ministry of Agriculture and Food	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					CW: Ministry of Health and Social Welfare and Ministry of Agriculture and Food Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98) Ministry of Defence (nitrates and chlorates) Restricted Items Act (Decree-Law No. 123-85) BW: Ministry of Agriculture and Food					
12	Interagency review for licenses			X	CW: Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74) Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), articles 6, 11 and 20, and its implementing regulations (Governmental Decision No. 745-99) Restricted Items Act and its implementing regulations (Decree-Law No. 123-85)			X	Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98), title VI Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77	NW: Not applicable. Since Guatemala does not possess nuclear weapons, it does not have in place the measures referred to in these paragraphs. CW: Not applicable. Since Guatemala does not possess chemical weapons, it does not have in place the measures referred to in these paragraphs.

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision No. 54-2003) Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) Regulations for the Control of Chemical Precursors and Substances (Governmental Decision No. 54-2003)					BW: Guatemala does not possess, biological weapons, nor does it grant licences to individuals for activities related to them. However, the Ministry of Agriculture and Food, with assistance from the Ministry of Health and Social Welfare, is responsible for regulating the requirements, conditions and procedures for the registration of pesticides. Page 5 of update 1
13	Control lists		X	X						Guatemala does not possess chemical weapons; nevertheless, the Ministry of Agriculture and Food, the Ministry of Health and Social Welfare and the Ministry of Defence have control lists of chemical substances that are regulated in accordance with the relevant national legislation.
14	Updating of lists		X	X	Central American Technical Regulation on pesticides for domestic and professional use. Registration requirements (RTCA 65.03.44:07, annex I to Resolution 258-2010-COMIECO-LIX) Health standards for authorizing and monitoring factories that synthesize, manufacture, formulate and/or package agricultural					Guatemala does not possess biological

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					pesticides (Ministerial Decision SP-M-1811-2004) BW: Regulations on the registration, marketing, use and control of agricultural pesticides and similar substances (Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 377-90) and its amendments (Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 4-94) Implementing regulations of the Plant and Animal Health Act (Governmental Decision No. 745-99) Regulations for the registration of individuals or legal entities interested in conducting activities linked to agricultural inputs and requirements for the registration of agricultural inputs (Ministerial Decision No. 1221-2004 of the Ministry of Agriculture and Food)					weapons; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. In addition, the Ministry of Agriculture and Food has a database on imports of inputs for use in agriculture and in animals. Page 5 of update 1 The Ministry of Health and Social Welfare is responsible for licensing lawful activities for the protection of human health using biological substances.

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Ministry of Health and Social Welfare Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 343-2010 regulating the Agrochemicals Registration Act Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
	Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
	NW	CW	BW		NW	CW	BW		
				transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation 65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use and registration requirements, and Ministerial Decision No. 11-2011 setting out registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
15	Inclusion of technologies									Not applicable. Guatemala does not have biological weapons or means of delivery.
16	Inclusion of means of delivery									
17	End-user controls									
18	Catch all clause									
19	Intangible transfers									
20	Transit control	X	X	X	NW:	X	X	X	NW:	Guatemala does not possess chemical, biological or nuclear weapons. However, during the import/export process, it is the responsibility of the Tax Administration Superintendency to verify possession of the necessary licences for those biological products that must be licensed under the customs regime. Page 6 of update 1
21	Trans-shipment control	X	X	X	Central American Uniform Customs Code	X	X	X	Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3.b	
22	Re-export control	X	X	X	Regulations of the Central American Uniform Customs Code CW: Central American Uniform Customs Code Regulations of the Central American Uniform Customs Code, articles 394, 274 and 537-539 respectively BW: Central American Uniform Customs Code	X	X	X	CW: Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3.b BW: Tax Administration Superintendency Organization Act (Decree 1-98), article 3.b	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Regulations of the Central American Uniform Customs Code					
23	Control of providing funds	X	X	X	Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism (Decree No. 58-2005)	X	X	X	Article 19 of the Act for the Prevention and Suppression of the Financing of Terrorism (Decree No. 58-2005): Sanctions	Page 2 of update 1
24	Control of providing transport services	X		X	NW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89) BW: Manual of Technical Standards for Transfusion Medicine and Blood Banks (2007), chapter 8	X	X	X	Article 91: Illegal transport and transfer of firearms and of chemical, biological and nuclear weapons, Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90)	Guatemala does not possess chemical, biological or nuclear weapons; however, the Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation and the Arms and Ammunition Act regulate, prohibit and penalize activities using materials of this type or similar materials.
25	Control of importation	X	X	X	NW: Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86) and its Radiological Safety and Protection Regulations (Governmental Decision No. 55-2001) Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89,	X	X	X	Chapter X of the Act on the Control, Use and Application of Radioisotopes and Ionizing Radiation (Decree-Law No. 11-86): Sanctions Article 83 of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90): Illegal import	Pages 2 and 4 of update 1 Pages 19-21 of the report Page 4 of update 1 The Ministry of Health and Social Welfare is responsible for granting import and export licences for lawful

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					amended by Decree No. 74-90), article 81: General prohibitions CW: Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74) Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89) Health Code (Decree No. 90-97), articles 69, 72, 73, 75, 106, 107, 162-171, 178-183, 196, 197, 201, 202, 206-212, 226 Regulations for Health Controls of Medications and Related Products (Governmental Decision No. 712-99) BW: Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89) (1) Decree No. 5-2010, Agrochemicals Registration Act, (2) Governmental Decision No. 343-2010 regulating the				of weapons	activities for the protection of human health using chemical substances. The Manual, meanwhile, refers to protocols on the transport of infectious material or substances, the handling of potentially infectious samples, and accidents or exposure to contaminating material and/or substances. Pages 2 and 5 of update 1 Act regulating the Import, Manufacture, Storage, Transport, Sale and Use of Pesticides (Decree-Law No. 43-74) Article 83 of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90): Illegal import of weapons Health Code (Decree No. 90-97), articles 224-233 Regulations for Health Controls of Medications

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					Agrochemicals Registration Act, (3) Governmental Decision No. 342-2010 regulating the registration of fertilizers, soil improvers and substances related to fertilizers or soil improvers with the Ministry of Agriculture and Food, (4) Governmental Decision No. 87-2011, Registration, renewal, endorsement (approval for use) and transfer regulations for substances similar to pesticides, microbial pesticides, biochemical pesticides, arthropods, predators, parasites and parasitoids, the requirements for importing, exporting and returning them, and the registration of individuals or legal entities linked to these inputs with the Ministry of Agriculture and Food, Central American Technical Regulation 65.05.61:11 on microbiological pesticides for agricultural use and registration requirements, and Ministerial Decision No. 11-2011 setting out					and Related Products (Governmental Decision No. 712-99), articles 6, 27, 51, 64, 65, 67, 77

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					registration and renewal conditions for individuals or legal entities interested in importing, exporting, manufacturing, producing, processing, mixing, formulating, bottling, rebottling, packaging, repackaging, storing and marketing technical-grade active ingredients or formulated agrochemical products					
26	Extraterritorial applicability									Not applicable. Guatemala does not possess biological or nuclear weapons.
27	Other		X	X	Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98)		X	X	NW: The Governments of Guatemala and Mexico have signed a memorandum of understanding on the establishment of a high-level border security group in order to protect their common border.	Pages 36 and 37 of the report Page 2 of update 1

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
	Yes			If yes, source document	Yes			If yes, source document	
	NW	CW	BW		NW	CW	BW		
								CW, BW: Title VI of the Plant and Animal Health Act (Decree No. 36-98): Disciplinary measures Articles 93, 95 and 97C of the Arms and Ammunition Act (Decree No. 39-89, amended by Decree No. 74-90): Illegal possession, storage and bearing of firearms and of chemical, biological and nuclear weapons The Governments of Guatemala and Mexico have signed a memorandum of understanding on the establishment of a high-level border security group in order to protect their common border.	

OP 6, 7 and 8 (d) — Control lists, Assistance, Information

State: **Guatemala**
 Date of the report: **27 October 2004**
 Date of the update: **20 August 2013**

S/AC.44/2013/24

Can information be provided on the following issues?		Yes		Remarks
1	Control lists — items (goods/equipment/materials/technologies)	X	Understanding the usefulness and effectiveness of control lists, Guatemala has lists of items related to energy and to chemicals and their precursors. Guatemala has implemented the Columbus Programme, a customs capacity-building tool in the framework of the World Customs Organization (WCO).	Guatemala does not possess chemical, biological and/or nuclear weapons; nevertheless, the current Government addresses these issues in its foreign policy. Page 6 of update 1
2	Control lists — other	X		
3	Assistance offered			Guatemala has not received any requests for assistance.
4	Assistance requested	X	Assistance was provided to the Government of Guatemala by a mission undertaken by the Expert Group of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1540 (2004) concerning weapons of mass destruction and the United Nations Office on Drugs and Crime, March 2008. Requests: Assistance to enhance the capacity for immediate response to incidents, accidents and malicious acts that might threaten national security (physical security of radioactive sources). Assistance to ensure the electronic transmission of information among the entities involved in authorizing the import and export of chemical, biological and nuclear substances for peaceful purposes.	Page 7 of update 1
5	Point of Contact for assistance			

Can information be provided on the following issues?		Yes		Remarks
6	Assistance in place (bilateral/multilateral)	X	Guatemala is cooperating with other Central American countries, within the framework of the Central American Customs Union, with a view to exchanging information and carrying out controls on products imported to and exported from the region. During 2007, Guatemala ratified agreements for the exchange of customs information, primarily with Latin American countries, Spain, Portugal and the United States of America. All of this was done within the framework of the General Treaty on Central American Economic Integration; the Meeting of National Customs Directors of Latin America, Spain and Portugal; and the Dominican Republic — Central America — United States Free Trade Agreement. In addition, in 2010, the Guatemalan Customs Administration implemented the Authorized Economic Operator Programme, which is based on the best practice recommendations under Pillar 2 of the WCO SAFE Framework of Standards to Secure and Facilitate Global Trade. Under this programme, parties involved in the international trade supply chain can qualify as “trusted operators” in accordance with international standards for administrative security, general security and personnel security. To date, two parties have achieved this status and authorization is pending for several more. Furthermore, the Plan to Counter Organized Crime and Related Activities has been implemented through the Conference of Central American Armed Forces. The Plan provides for regular meetings for the exchange of information among intelligence officers from member countries.^{cc} Similarly, border unit commanders have held regular meetings for the exchange of information with Mexico, El Salvador and Honduras.	Pages 9 and 10 of update 1
7	Work with and inform industry	X	Annual course on radiological protection by the Department of Energy Technical guidance for businesses seeking to register or renew their registration of chemical and/or biological inputs, inter alia, for use in agriculture or in animals. Provided by the Ministry of Agriculture and Food. Workshop aimed at domestic industries to involve them in and inform them of national commitments. National Authority for the Prohibition of Chemical Weapons, June 2007.	Page 9 of update 1

^{cc} El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Dominican Republic.

Can information be provided on the following issues?		Yes		Remarks
8	Work with and inform the public	X	A panel discussion was held as part of activities to bolster national efforts to achieve the objectives of the Agency for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America and the Caribbean (OPANAL), namely to keep the region free of nuclear weapons. Organized by the Ministry of Energy and Mines, the Ministry of Defence and the Ministry of Foreign Affairs, February 2007.	Page 9 of update 1
9	Point of Contact			
10	Other ^{dd}			

^{dd} Information may include references to voluntary implementation national action plan and visits to States, at their invitation, by the 1540 Committee.